

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 165 – VENDREDI 11 JANVIER 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Cahuzac "ne croit pas"
à la lutte des classes
mais y prend toute sa place.
La preuve du pudding,
c'est qu'on le mange, non ?

AGENDA MILITANT

→ janvier

France [N.-D.d.Landes, tout un programme](#)

→ 17 janvier

Lille [Les éditions La fabrique présentent...](#)

→ 19 janvier

Lanester ["Communisme : fondements et perspectives"](#)

→ 23 janvier

Metz [L'alternative à l'austérité, c'est possible](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Communisme

[De nouvelles contributions](#)

→ Culture

[L'émancipation s'invente, se soutient, se cherche](#), C. Labourdette

→ Débats

[Couples et enfants à égalité de droits !](#),
Front de gauche, Chrétiens...

Les folles journées

Drôle de pays, franchement, que la France, dont le comportement civil semble induit par le chef de l'État. Avec Sarkozy, dont le nom était moins celui d'une dépression, comme l'avancait naguère un philosophe, que celui d'une anomalie, on a finalement eu de la part de la société un comportement normal. En revanche, un Président qui se déclare normal semble engendrer immédiatement une vague d'anomalie dans le champ social.

C'est ainsi que, durant la trêve des confiseurs, on a pu vivre une séquence médiatique complètement folle. Depardieu annonce son départ en Belgique. Cet exil est immédiatement qualifié de "fiscal", ce qui n'est pas certain : "La France, tu l'aimes ou tu la quittes", ce vieux slogan du FN, semblant être aujourd'hui devenu un slogan... purement national. Puis le premier Ministre s'en mêle en qualifiant ce comportement de minable (ce qu'il n'aurait certainement pas dit publiquement à propos de l'exil fiscal de Bernard Arnault, par exemple). Là-dessus, un distributeur de cinéma, Vincent Maraval, publie dans *Le Monde* une tribune intitulée "Les acteurs français sont trop payés" qui va faire beaucoup de bruit. À noter que Depardieu ne fait pas partie de la liste de dix noms des acteurs trop payés... Ce que ne nous dit pas *Le Monde*, mais que va révéler l'excellent journaliste média du *Point*, Emmanuel Beretta, c'est que Vincent Maraval est le producteur de Gérard Depardieu, et que tous les deux cherchent à monter un film d'Abel Ferrara librement adapté de l'affaire DSK, dans lequel Gégé interpréterait le rôle de l'ancien président du FMI. Le point le plus intéressant ici c'est : "trop payé". Pas assez payé, cela se comprend largement. Mais trop payé ? Par rapport à quoi ? À qui ? Personne pour se le demander. En revanche, on remet en cause le rôle du CNC, vieille institution protectionniste dont la France est fière. Là-dessus, Poutine (que ce monde est petit !) accorde un passeport russe à Depardieu, lequel déclare que la Russie est une grande démocratie. On se gausse. On évoque les Pussy Riots. Mais "grande démocratie", c'est comme "trop payé". Une dictature, on sait largement ce que c'est, mais une grande démocratie ? La France, tiens, par exemple, est-elle une grande démocratie ? Ou sommes-nous pas assez payés pour les uns, ou trop payés pour les autres, afin se prononcer ?

● Arnaud Viviant



Déconstruire le totalitarisme pour que l'histoire continue



Dans son nouveau livre, *Pour en finir avec le totalitarisme*, l'historien Roger Martelli dissèque le concept de totalitarisme tout en étayant sa critique radicale du totalitaire. Une œuvre utile pour concevoir aujourd'hui le combat pour l'émancipation.

Pourquoi rouvrir aujourd'hui la critique du concept de totalitarisme ?

Parce que le concept reste dominant dans le sens commun et dans l'enseignement, alors que les historiens de métier prennent de plus en plus de distance avec lui. Quinze ans après la parution du *Livre noir du communisme*, j'ai pensé que le moment était venu de tordre le coup à une notion qui n'a pas produit que des monstruosité intellectuelles, mais qui conduit à trop d'impasses pour être maintenue. En même temps, je n'ai pas voulu me cantonner à une critique qui, au prétexte que les fascismes et le stalinisme ne se confondent pas, hésite à conduire une critique suffisamment forte du stalinisme et de ses dérives proprement totalitaires.

Tu proposes de distinguer le "totalitaire" du "totalitarisme". Quelles différences entre les deux ?

Le XX^e siècle a vu se déployer, dans des espaces européens différents, des tentatives à la maîtrise "totale" des devenir humains, pour façonner l'ensemble des trajectoires sociales en fonction d'objectifs préalablement définis. Ces tentatives ont conduit la plupart du temps à un étatsisme exacerbé, à la relativisation

de la démocratie de type occidental, à la violence de masse et à des dictatures mono-partisanes. En cela, il est juste de dire que le « *court XX^e siècle* » a été celui de la propension totalitaire. Mais elle

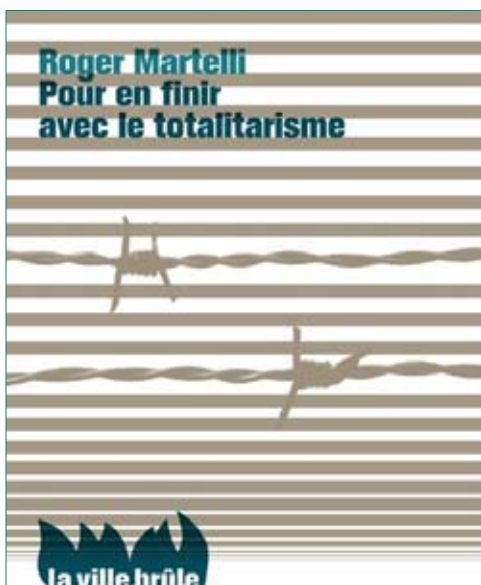
Quinze ans après la parution du Livre noir du communisme, j'ai pensé que le moment était venu de tordre le coup à une notion de totalitarisme qui n'a pas produit que des monstruosité intellectuelles, mais qui conduit à trop d'impasses pour être maintenue.

n'est pas le fruit d'un système unique, dont l'essence regrouperait en les expliquant toutes les expériences relevant de la définition précédente. Tout d'abord, la plupart des éléments constitutifs des moments totalitaires sont apparus

dans le siècle précédent : l'extermination technologique de masse, le racisme biologisant, le dédain des races ou des civilisations "inférieures", le camp de concentration sont nés avant 1914, dans les méandres mêmes des démocraties occidentales, et notamment dans le monde des impérialismes coloniaux. Par ailleurs, le vertige totalitaire renvoie chaque fois à des systèmes particuliers et non à un système général unique : par exemple, la violence de masse s'explique dans les cas italien et allemand par la logique intrinsèque des fascismes et par celle du stalinisme dans le cas russe. Que fascismes et stalinisme aient débouché les uns et les autres sur des tragédies n'implique pas que les trois cas relèvent d'une même essence, qui serait celle du "totalitarisme". Le totalitarisme est une notion descriptive et statique, alors que c'est de la dynamique qu'il faut reconstruire pour expliquer.

Quel est l'enjeu, pour les soutiens de la notion de totalitarisme, de l'assimilation du communisme, du stalinisme et du nazisme ?

Il est tout simplement dans l'idée que l'exercice de la volonté en matière sociale serait en elle-même un ferment ●●●



Éditions La ville brûle
10 € - 160 p.
(à noter : une très riche bibliographie)

●●● de dérapage totalitaire. Il faudrait laisser agir "les forces obscures du marché", sous peine d'aller à la dictature.

Pour les promoteurs de la notion de totalitarisme, penser et vouloir changer globalement la société, c'est irrémédiablement prendre le risque du totalitarisme. Quelle est leur logique et comment la démonter ?

La logique est ancienne. En fait, elle remonte à la fin du XVIII^e siècle, quand les grands adversaires de la Révolution française élaborent leur contre-offensive. Edmund Burke, Joseph de Maistre ou Louis de Bonald développent brillamment des thèses très simples. En se dressant contre la monarchie absolue et les hiérarchies féodales, les révolutionnaires français ont voulu nier l'ordre divin des sociétés humaines. Ils se sont ainsi laissés aller à une démesure (les Grecs anciens parlaient d' "*hybris*") qui ne pouvait déboucher que sur le désordre absolu et le despotisme sans limites. Au milieu des années 1990, après l'effondrement complet du soviétisme, François Furet reprend la thématique, en la poussant jusqu'à ses conclusions ultimes. L'histoire, nous dit-il, montre le lien indissoluble qui relie le marché

et la démocratie. Libéralisme économique et libéralisme politique forment un tout ; dès lors toute critique radicale du libéralisme est grosse de la démesure totalitaire. À leur manière, communisme

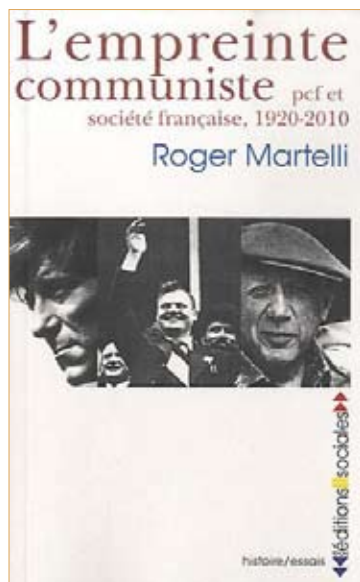
Pour les soutiens de la notion de totalitarisme, l'exercice de la volonté en matière sociale serait en elle-même un ferment de dérapage totalitaire. Il faudrait laisser agir "les forces obscures du marché", sous peine d'aller à la dictature.

et fascismes remettent en question l'équilibre libéral ; ils ne peuvent donc conduire qu'à l'équilibre inverse, par nature liberticide. Le couple antithétique fondamental est celui du libéralisme et du totalitarisme ; on est d'un côté ou de l'autre. Au fond, il est difficile d'oublier

que la notion de totalitarisme s'est définitivement imposée en 1947, à l'orée de la guerre froide, quand le Président américain expliquait qu'il « *n'y a aucune différence entre les États totalitaires* ». Il fallait alors choisir son camp, disait-on...

Quelles ont été les différences essentielles entre le stalinisme et les fascismes ?

Fascismes et stalinisme peuvent se ressembler, ils n'en sont pas pour autant superposables : la ressemblance n'est pas l'identité. Quel qu'ait été leur poids humain insoutenable, les deux systèmes procèdent de logiques absolument antagoniques. Les fascismes reprochent à la culture des Lumières son parti pris égalitaire, au nom de l'inégalité des "races" ou des civilisations ; le communisme, jusque dans sa dérive stalinienne, lui reproche de ne pas avoir poussé l'égalité vers celle des conditions. Les fascismes rejettent la démocratie à l'occidentale parce qu'elle veut être le pouvoir du "*dèmos*" et donc celui des médiocres ; le communisme lui reproche son incomplétude, le fait de n'avoir pas été jusqu'au terme du parti pris populaire énoncé formellement. La violence de masse est consubstantielle des idéologies fascistes qui y voient ●●●



Éditions sociales, 11/2010

12,20 € - 258 p.

Entretien dans [Cerises n° 79](#)

●●● l'expression même de la puissance des élites ; pour le communisme, elle est à ce point "provisoire" (comme l'État) qu'elle introduit dans le système une contradiction qui s'avère mortelle pour lui sur le long terme. Tout cela explique la trajectoire différente des deux systèmes. Dans le cas des fascismes européens, il n'y a pas d'opposition antagonique à l'intérieur du système : il faut une guerre mondiale pour éradiquer les dictatures allemande et italienne. À l'intérieur du système stalinien, à tout moment des velléités alternatives se dessinent, même si elles restent dominées ; au final, le système implose de l'intérieur et non sous l'effet d'une intervention externe, comme le croyaient les tenants de la théorie "totalitariste" dans les années 1970.

Comment expliquer que le totalitaire comme point de rencontre entre des fascismes européens et du stalinisme soit plutôt né de la gauche radicale que des adversaires libéraux du communisme ?

Dès les années 1920, les adversaires communistes du stalinisme sont abasourdis par la violence et le cynisme du nouveau pouvoir stalinien et par l'impossibilité d'enrayer les mécanismes de son installation et de son hégémonie politique à l'intérieur du jeune

mouvement communiste. Ils ne peuvent donc, en victimes, qu'être frappés par la similitude des méthodes d'éradication politique pratiquées à Moscou, à Rome puis à Berlin. Ils dénoncent tous cette violence "totalitaire" qui culmine avec la "Grande Terreur" soviétique de 1937-1938. Mais si une partie de la gauche radicale va pousser très loin la piste de la convergence fondamentale des systèmes, la plus grande part explorera d'autres pistes, comme celle de la "contrévolutions stalinienne". C'est en glissant vers la droite, après 1945, que le totalitarisme s'impose comme une évidence, et comme un pivot de la pensée dominante.

En quoi (ou pourquoi) le libéralisme politique, qui prétend qu'il existe un lien naturel entre marché et démocratie, est-il en grande partie un mythe ?

Le libéralisme politique est une idéologie qui naît de l'expérience "bourgeoise" d'une révolution sagement représentative, pour laquelle le pouvoir des meilleurs (et donc des propriétaires) et la liberté d'entreprendre sont les clés d'un équilibre social vertueux. Mais les sociétés du XIX^e siècle ne se sont pas constituées sur les bases de ce discours. Elles ont plutôt procédé de trois

grandes matrices historiques : la peur des révolutions populaires qui pousse les dominants vers l'ordre à tout prix ; la croissance de la grande industrie et de ses logiques disciplinaires ; l'expansion impérialiste et ses pratiques d'imposition par la contrainte des normes dominantes de l'Occident capitaliste. Tout cela débouche sur une guerre mondiale qui installe de façon définitive l'accoutumance à la violence de masse et le caractère "total" d'une gestion collective où s'entremêlent de façon indissociable, sous l'égide d'un État omnipotent, le privé et le public, le front et l'arrière, la guerre et la paix. Une guerre ou le bien et le mal s'affrontent, sans que l'on sache toujours où est l'ennemi et l'ami, le héros et le traître... La "guerre totale" légitime et sanctifie la "gestion totale". Du "total" au "totalitaire", il ne reste plus qu'un pas à franchir. Or tout ce processus n'est pas externe au système européen, il en est au contraire le produit. Au fond, c'est pour avoir très tôt capitulé par peur des révolutions populaires, que la démocratie à l'occidentale a été si fragile au XX^e siècle. Ce n'est pas un hasard si, quand l'expérience totalitaire des fascismes s'est déployée dans les années 1930-1940, ce ne sont pas les libéraux "purs" qui ont été au cœur du combat populaire contre eux. ●●●

●●● Au contraire, ce furent les gauches radicales, à commencer par les communistes supposés "totalitaires", qui se trouvèrent constituer les noyaux de l'antifascisme. Le couple du totalitarisme et du libéralisme n'est pas opérant du fait même que le libéralisme... n'a jamais existé.

Tu évoques les obstacles sociaux et culturels, plutôt que politiques et institutionnels, qui ont rendu la métamorphose du stalinisme impossible en Union soviétique. Cela dépasse de beaucoup la critique de la « pente totalitaire d'un système de pouvoir ». Quelles leçons en tirer pour aujourd'hui ?

L'analyse de l'évolution stalinienne de l'URSS représente une bonne moitié de mon livre. Ce qui me paraît paradoxal, ce n'est pas que les fascismes aient débouché sur l'horreur de masse et le génocide : ceux-ci ne sont que les conséquences extrêmes de leur projet originel. En revanche, est "mystérieux" que, après 1917, on soit parvenu à des horreurs impardonnables à partir d'un projet affirmé d'émancipation. Pour expliquer ledit mystère, il n'y a pas d'explication courte, mais il faut un long travail d'éclaircissement critique où se mêlent le poids des circonstances (la "brutalisation"

des sociétés que la Grande Guerre a tirée du XIX^e siècle en l'exacerbant) et la responsabilité des systèmes de pensée et des stratégies politiques. Tout en soulignant la rupture que marque le passage

Il y a, dans le corpus élaboré par Lénine, des lignes de faille qui n'ont pas produit les dérapages ultérieurs, mais ont rendu plus difficile leur empêchement. Il en est ainsi de la conception de la classe (...) ou de celle de l'avant-garde éclairée qui guide le peuple vers la prise du pouvoir.

de Lénine à Staline, je souligne qu'il y a, dans le corpus élaboré par Lénine, des lignes de faille qui n'ont pas produit les dérapages ultérieurs, mais ont rendu plus difficile leur empêchement. Il en est ainsi de la conception de la classe,

dont la conscience révolutionnaire ne viendrait que de l'extérieur, ou de celle de l'avant-garde éclairée qui guide le peuple vers la prise du pouvoir. Le tout étant sous-tendu par une imagerie de la révolution comme un moment paroxystique de rupture globale, par lequel s'opère la bascule d'un équilibre à un autre.

La critique de l'État concerne notamment l'incapacité à contrebalancer le pouvoir du marché, et le fait qu'il masque, derrière la part de fiction de l'intérêt général, le maintien des inégalités. Tu évoques aussi le fait qu'après la révolution, l'appareil d'État russe se révèle inapte à changer l'ordre social. Tout un champ de travail pour les partisans de l'émancipation n'est-il pas, plutôt que de courir sans fin après la crédibilité d'une politique d'État alternative, d'envisager quelles institutions publiques et quelles expériences sociales pourraient dépasser ce problème du rapport à l'État ?

Il est vrai que l'expérience des lendemains de 1917 a illustré une fois de plus cet étonnant butoir de la pratique révolutionnaire, qui part d'une critique théorique radicale de l'étatisme (celle du Marx de *la Guerre civile en France* ou du Lénine de *l'État et la révolution*), ●●●

●●● pour déboucher pratiquement sur le recours à l'État comme seule forme pensable de cohérence alternative à celle du marché. Il ne faut pas oublier la pesanteur historique destructrice de ce basculement. Mais il ne faut surtout pas négliger que notre tâche est désormais de nous sortir d'un mouvement pendulaire qui, selon les moments, porte vers les mérites de la cohérence étatique pour corriger la complexité pagailleuse de la démocratie directe, ou, au contraire, pousse à corriger les rigueurs de la centralisation étatique par une poussée de participation du "bas". Il ne sert à rien d'effacer que les limites du socialisme des "conseils" contribuèrent aussi au succès du simplisme stalinien, tout comme les faiblesses de ses adversaires ne furent pas pour rien dans le triomphe du brutal successeur de Lénine. Il ne suffit donc pas d'une invocation abstraite à la participation ou à la démarche citoyenne pour contredire la pente étatiste. La démocratie demande à la fois de la complexité, de la diversité et de la cohérence. À la fois : pas l'une après l'autre... On ne crée pas de la démocratie moderne par la négation de la représentation, fût-elle "bourgeoise", mais par son dépassement et donc par la tension durable de l'ancien et du nouveau, de l'étatique et du post-étatique. Staline, au fond, a voulu sortir trop vite de la Nep, ce mixte contradictoire et évolutif de marché et d'État, dont Lénine pensait qu'il durerait plusieurs décennies. Perspective complexe et redoutable, certes ; mais Lénine avait raison et Staline avait tort. Le raccourci séduisant mais trompeur a coûté la vie au soviétisme tout entier. Et il a failli entraîner dans sa perte

le communisme historique lui-même. Cette leçon continue de devoir être méditée.

**On ne libère pas
les individus, les classes
ou les peuples :
on crée les conditions
pour qu'ils s'émancipent
eux-mêmes.
Il n'y a pas d'émancipation
collective,
si l'on ne "sort"
pas du système ;
mais on ne sort
pas du système,
si ce n'est
par l'émancipation
de chacun-e.**

À la fin de ton livre, tu évoques les différentes vagues de critiques internes qui ont existé dans les partis communistes, et leurs essoufflements successifs. Cela fait penser au cas du PCF. A la veille de son nouveau congrès, quelle est ta perception de sa situation aujourd'hui ?

Les communistes ne sont plus staliniens depuis bien longtemps. Mais ils ont mis du temps à se détacher du stalinisme et, plus encore, à en comprendre les mécanismes fondamentaux. Ont-ils tiré toutes les leçons d'une histoire tragique ? Je n'en sais rien. Mais la question ne se

pose sans doute pas qu'aux communistes. Toute la gauche critique a-t-elle vraiment pris la mesure des dérapages énormes que peut produire l'oubli de ce que le combat contre le "système" est tout autant un combat contre l'étatisme que contre le libéralisme ? Dans l'aliénation qui déshumanise et qui dépersonnalise, il y a à la fois de l'exploitation, de la domination et de la discrimination. Qui oublie l'un des termes, quel qu'il soit, risque d'aller vers de la déconvenue. Les peuples, disait Robespierre, n'aiment pas les missionnaires armés. On ne libère pas les individus, les classes ou les peuples : on crée les conditions pour qu'ils s'émancipent eux-mêmes. Il n'y a pas d'émancipation collective, si l'on ne "sort" pas du système ; mais on ne sort pas du système, si ce n'est par l'émancipation de chacun-e.

Quels éléments de vigilance face à l'écueil du totalitaire proposerais-tu aux communistes et aux partisans de l'émancipation ?

La fin de l'Histoire, c'est la mort de l'humanité. La perspective de la vie n'est pas dans l'éternité de la forme-capital, mais dans son dépassement radical. La vie est ainsi du côté de la révolution ; mais la révolution de la liberté. Depuis 1789, l'horizon du peuple est celui du mariage de l'égalité et de la liberté. Etienne Balibar nous a suggéré naguère un terme pour symboliser ce mariage : « *égalité* ». Il me plaît.

● Entretien réalisé par **Gilles Alfonsi**



Bonne année, Édouard Martin !

Figure-toi que le 31 décembre, j'ai regardé avec d'autres, les vœux de François Hollande. Oups ! Quel ennui !

Alors, merci pour tes vœux plein d'espoir et plein d'envie de changer le système, comme tu dis !

Merci de te trouver à cette place où on ne t'attendait pas, et de revendiquer avec le journal *Médiapart* que les vœux d'Édouard Martin, syndicaliste parmi d'autres à Florange, au fond, sont aussi importants que ceux de François Hollande, Président de la République.

Franchement, tu nous fais plus rêver que lui !

Dans ta lettre ouverte à ce même Président de la République, tu démontres point par point que l'usine de Florange est viable et qu'elle est au top niveau mondial : 1,5 milliards de chiffres d'affaires par an, 600 millions d'euros de valeurs

ajoutées dont les trois quarts sont exportés et améliorent la balance commerciale de la France.

L'accord conclu avec Mittal ne permet pas de maintenir l'emploi. En trois ans, 600 salariés vont prendre leur retraite. Le projet ULCOS est déjà aux oubliettes. La maintenance du site est insuffisante et les hauts fourneaux se dégradent.

Les salariés de Florange le savent et le disent : en maintenant la filière chaude, les hauts fourneaux l'aciérie, l'usine est compétitive.

Comme pour PSA à Rennes, ou Sanofi à Toulouse, les luttes menées pour maintenir, développer ces sites de production, loin d'être corporatistes, sont bien des

luttes d'intérêt général. Elles ont des conséquences sur l'ensemble des territoires concernés.

Arnaud Montebourg, au journal de 20h en septembre dernier, faisait cet aveu d'impuissance en répondant à Laurent Delahousse qui lui demande pourquoi l'État ne nationalise pas Florange, le ministre déclare alors que l'État ne sait pas produire et vendre de l'acier. Le journaliste lui répond alors : mais les salariés eux, ils savent....

Pourtant la maîtrise de la production d'acier est fondamentale pour les choix sociaux et écologiques. Il n'est

plus indécent aujourd'hui de parler de nationalisation, reste à en définir les modalités pour que la gestion publique ne soit pas imprégnée des mêmes critères que celle des actionnaires tel Mittal. La nationalisation d'Arcelor Mittal doit être définitive pour assurer une maîtrise collective des choix stratégiques.



Alors pour arrêter le système qui nous détruit, pour ne pas laisser faire cette classe dominante qui veut nous mettre à terre, comme tu le dis si bien dans tes vœux, exigeons ensemble que celles et ceux qui produisent les richesses de ce pays prennent les rênes de l'économie.

Bonne année à toutes celles et ceux qui ont décidé de ne pas rester à la place qui leur est assignée !

● Sylvie Larue





Cerise sur le cadeau. On m'a offert une carte d'adhérent de la Société des Amis du Louvre, qui a pour vocation d'enrichir les collections à travers un certain mécénat collectif. Elle est aussi un sésame pour les expositions. Le Louvre, le soir tard en hiver, a la poésie du musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg sous la neige. L'un des gardiens du musée est un copain et en a toutes les clés. Ami, me dit-il, connais-tu la face cachée du Louvre ? La Société t'a-elle parlé des trois directeurs du Louvre-Lens avant son ouverture ? Du licenciement violent d'un salarié ? De tous ceux qui se sont fait dégager ? De la tentative de suicide d'un conservateur à l'été 2009 dans l'aile Richelieu ? Du suicide de Mohammad Bahramian, mouleur-statuaire de l'atelier de moulages et des musées de France, en 2006, au siège de la Réunion des Musées Nationaux (RMN) ? Un gars qui se battait depuis 10 ans pour faire reconnaître ses inventions primées et que la RMN respecte son travail et sa dignité... Le Louvre est devenu une entreprise comme les autres, avec ses méthodes d'exploitation, ses critères, sa rentabilité. Même au Louvre, le travail humain est maltraité.

Cerise au kirch. Dans le feuilleton politico-médiatique avec en vedette le viticulteur et émigré franco-belgo-russe-mordve, Gérard Depardieu, une musique revient en bruit de fond : l'acteur et homme d'affaires a créé des emplois grâce à sa richesse. En résonance avec cette idée d'une ex-salariée de PSA : « Peugeot nous a fait vivre pendant des années. » Qui va oser dire que la richesse des Depardieu, des Peugeot et consorts provient du travail des salariés ?

Cerise rouge. « Les troubles qui se sont produits dans les pays européens résultent uniquement de problèmes accumulés par une société en bout de course vivant d'acquis sociaux », a déclaré Gin Liqun, président

du fonds souverain chinois, « Je pense que les lois sociales sont obsolètes. Elles conduisent à la paresse, à l'indolence plutôt qu'à travailler dur. » Ces propos auraient pu passer inaperçus, s'ils n'avaient été érigés en vertu dans *Ouest France* par François-Régis Hutin, dans son édito "Et si le monde allait mieux ?" Le patron, discret mais puissant, du quotidien invite dans ses vœux à « tenir compte des avis, parfois sévères, que porte sur nous l'étranger », et « à nous améliorer, voire à nous reprendre. » Puis le dernier empereur d'*Ouest France* assène son dogme : « Chacun doit prendre sa part de l'effort et, du reste, tout le monde sera tôt ou tard plus ou moins atteint par les contraintes issues des réformes absolument indispensables ». Le monde ira mieux sans la souveraineté des fonds de toutes nationalités et sans les maîtres qui les encensent.

Cerise confite. Face à la guerre obscurantiste menée par la hiérarchie catholique contre le mariage pour tous, et l'organisation de débats par l'enseignement catholique dans les écoles privées, la "neutralité de l'enseignement" opposée par les Pouvoirs publics est une réponse peureuse. La laïcité n'est pas la neutralité. Elle est l'absence de toute philosophie officielle, l'apprentissage du dialogue et de la confrontation, la multiplicité des possibles. La meilleure façon de lutter contre l'obscurantisme n'est pas la trouille. Elle est de dire oui, dans le privé comme dans le public, à des débats contradictoires, citoyens et sans avis d'autorités sur cette question de société.

Cerise mystère.



Publicité pour maison de retraite privée ayant expulsé une nonagénénaire à Chaville.

● **Philippe Stierlin** 

De la fuite comme art royal de la mondialisation heureuse

La fuite du roi, dans la nuit du 20 au 21 juin 1791, repris à Varennes, a scellé le sort de la monarchie. Elle pouvait devenir un régime constitutionnel, mais la collusion du roi avec les nobles émigrés

et les royaumes voisins orienta son pouvoir sacré vers la décollation. Le couperet de la guillotine trancha le lien sacré entre le pouvoir du roi et Dieu, non parce qu'il fut monarque, mais parce que l'homme Capet complota contre la république avec les puissances féodales étrangères.

C'est que la surveillance du peuple, à cette époque révolutionnaire, n'était pas un vain mot.

Aujourd'hui ?... Roms de Roumanie ou de Bulgarie, Afghans, crève-la-faim de tous pays se retrouvent dans ces centres de rétention dont la Cimade, en 2010, a établi la sinistre cartographie. Pas moins de 60 000 immigrés de dizaines de nationalités, dont les femmes, les enfants et les bébés, sont retenus dans des endroits dignes des locaux pour garde à vue des commissariats de police. Des culs de basse fosse. Dont trois, sinistres, à deux pas du royal château de Vincennes.

Les jumelles à visée nocturne, les détecteurs de gaz carbonique exhalés par la respiration humaine, les bateaux rapides des polices d'immigration écument le détroit de Gibraltar, les eaux de Lampedusa. L'Europe de Schengen se couvre de barbelés, contrôlés par les commandos des polices des frontières, pour empêcher les migrations de la faim. Sangatte fermé, les aspirants immigrés se terrent dans des conditions infâmes pour notre pays. Et combien de chasses au faciès.

N'est-ce pas, « *La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde* »...

Dans ce sens-là, les flux migratoires deviennent affaire d'Etat,

L'émigration, nommée évasion fiscale, est un sport national pratiqué par ceux qui ne consentent pas à être de riches contribuables

et plus spécialement du ministère de l'Intérieur.

Dans l'autre ? L'émigration, nommée évasion fiscale, est un sport national pratiqué par ceux qui ne consentent pas à être de riches contribuables. Pourquoi se gêneraient-ils ? Nulle loi européenne n'unifie l'impôt. Les paradis fiscaux offrent leurs banques d'accueil, du grand Duché du Luxembourg en passant par Monaco, les îles anglo-normandes et la Confédération helvétique. Le dernier roi d'ancien régime fuyait, croyant défendre son trône, eux se carapotent pour sauvegarder leurs cassettes, leurs comptes à numéro et leurs louis d'or.

Accrocher une gamelle au saltimbanque entre deux alcools qui, naguère fut un acteur prometteur (et un Cyrano remarquable...) est d'une hypocrisie que le seul pouvoir médiatique pratique sans vergogne. Pas une banque qui ne possède son îlot secret dans les paradis fiscaux tout proches. Pas un possédant de haute volée qui n'accède sans coup férir à son jardin fiscal discret par delà les frontières nationales. C'est l'heure de la mondialisation heureuse,

celle de la finance internationale, dont les transferts de capitaux s'effectuent à la vitesse numérique de la nanoseconde.

S'il est une leçon à tirer de cette pantomime pitoyable, c'est que l'évasion fiscale doit être la cible d'une politique radicale : récupérer les masses de capitaux en goguette, selon les chiffres fournis par le livre d'Antoine Peillon, suffirait à éponger la dette !

Gageons que si nous n'y veillons pas, les Douanes seront douces aux riches contribuables, et les Starquest-Pinces de la place Beauvau impitoyables aux miséreux.



● Jean Gersin, syndicaliste

Τυροπιτάκια

L'hiver est là

Cet hiver, un nuage de suie couvre Athènes : le bois remplace le fioul pour le chauffage domestique. Le ministère grec de la Santé alerte la population : les colles, les vernis, les peintures brûlés avec le bois de récupération dégagent des fumées nocives dans les appartements d'autant que bon nombre d'installations sont dangereuses...

Katerina explose : « *Ils savaient bien qu'en augmentant le fioul, l'électricité, le gaz, nous allons les remplacer par le bois. Et que le prix du bois ayant doublé en un an, on en viendrait à brûler les vieux meubles ! Samaras savait. Et la Troïka aussi !* »

Le pire, c'est que dans plusieurs départements du Nord, faute de pouvoir chauffer les salles de classe, les maires ont décidé de ne pas rouvrir les écoles primaires : 300 établissements sont ainsi restés fermés le 7 janvier, jour traditionnel de rentrée après les congés d'hiver. « *Jamais ce n'était arrivé depuis la guerre* », ajoute Katerina. « *Je te le redis : nous sommes en guerre.* »



Gilles Boitte

Bienenstich

“La Paix”, mais laquelle ?

Le 22 janvier à Berlin, officiels et parlementaires allemands et français vont célébrer la “Paix” : il y a 50 ans, le général De Gaulle et le chancelier Adenauer signait le “Traité de l'Élysée” entre la France et la République fédérale d'Allemagne, accord de coopération militaire, culturelle et économique (dans l'ordre dans le texte). Le tout célébré à la cathédrale de Reims. En 65, un nouvel accord intervenait sur l'échange d'unités entre les Forces françaises en Allemagne (FFA) et la *Bundeswehr*.

Cette “réconciliation” fut marquée dès le départ par la volonté hégémonique des deux États en Europe et la “solidarité atlantique” réaffirmée dans la loi de ratification du traité par le *Bundestag*, malgré la sortie provisoire de l'OTAN de la France, en 66. Les deux États ont développé la coordination policière sur leur territoire, dans l'espace Schengen, et travaillé à renforcer le néolibéralisme de l'UE, jusqu'à la signature des tout derniers traités européens.

Les 19 et 20 janvier, à Berlin aussi, des représentants des organisations pacifistes françaises et allemandes parleront, eux, de la militarisation de l'UE, d'une autre conception de la paix en Europe et dans le monde.



● Michèle Kiintz

Marine, fille de pub !

Pour la dernière de l'émission “Vous trouvez ça normal ?”, Bruce Toussaint avait choisi d'inviter Miss France à la même table que Clémentine Autain et Audrey Pulvar. Consciente ou pas, cette mise en scène ne pouvait pas être uniquement due au hasard.

Des échanges qui ont suivi, bon nombre de spectateurs et de critiques n'ont retenu qu'une caricature : « *procès télévisuel devant le tribunal populaire de la Gauche féministe* », selon Bruno Roger-Petit (leplus.nouvelobs.com).

S'il était difficile, dans le format de cette émission, d'aller à l'encontre des 9 600 000 téléspectateurs qui ont regardé la finale du concours, d'autres faits méritaient d'être relevés.

Il y eut d'abord le dessin de Jul qui jouait sur l'anathème cagoulard des années 30 : « *Autain : Miss Anti-France* », même si, bien sûr, aucun des intervenants ne confirma cette appréciation. Par la suite et dans une veine plus soft, Guy Carlier avança pour argument à décharge : « *Ça nous accompagne depuis toujours. C'est un peu franchouillard, mais bon...* »

Ces propos interrogent, car on ne peut s'empêcher de remarquer que toutes les jeunes femmes sélectionnées pour participer au concours des Miss répondent aux mêmes canons de beauté de la publicité : jeunes femmes de type indo-européen, à la peau noire éventuellement, mais, de grâce, pas de nez épaté, de cheveux crépus ou de pommettes saillantes, etc. Miss France n'est pas un concours ouvert à toutes les Françaises et donne une image déformée de la France du XXI^e siècle.

Passons sur ce pénible moment où les hommes atablés se disent certains que la Miss est capable de penser, mais prennent bien garde de la laisser dire, pour arriver à cette proposition de Jean-Jacques Bourdin : « *Dites nous ce que vous voulez, que vous êtes contre le mariage pour tous ou autre chose* ». Quel lien insoupçonné de l'auteur reliait Miss France au débat sur le mariage homosexuel ?

Exactement ce qu'avait dit Clémentine Autain dix minutes plus tôt : cette élection d'une Miss nationale est une manifestation surannée qui ne sert qu'à célébrer la France de Papy et le modèle patriarcal de la famille.

Ce n'était plus VTCN mais CQFD !

● Gilles Boitte

L'image de la semaine



● « **Nous sommes tous la Tunisie, face à la répression** », avait écrit le poète qatari Mohamed al-Ajami, dit Ibn al-Dhib. « *Un tribunal de Doha vient de (le) condamner à la prison à perpétuité le Ibn al-Dhib (pour) incitation au renversement du régime,*

d'insulte au monarque, d'atteinte à la Constitution et condamné au terme d'un procès à huis-clos. L'émir du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, qui est parfois présenté comme un libéral, soutient le printemps arabe quand il se produit chez ses voisins, mais n'en veut pas chez lui... La puissance financière de cet émirat, troisième producteur de gaz au monde, ses investissements en France (dans le PSG et ailleurs), les services qu'il a rendus aux dirigeants américains et français lors des guerres en Irak et en Lybie ne sauraient justifier le silence et la complicité des autorités françaises envers ce déni de justice. » Rejoignez les signataires de la pétition en ligne pour la relaxe et la libération d'Ibn al-Dhib injustement condamné. <https://12383.lapetition.be/>

● **Un mariage pour tous, une Église pour tous.** Sous ce titre, J.-P. Mignard et B. Stephan, co-directeurs de *Témoignage chrétien*, publient une tribune dans *Le Monde* du 8/1/2013 rappelant qu'« *en juillet 2012, 45 % de catholiques pratiquants se disaient favorables au mariage pour tous. Qui les représente, que sont-ils devenus ?* », demandent-ils. « *Comment se retrouveraient-ils dans ces sommations de grossir le rang de cortèges où les Églises apparaissent des forteresses assiégées au lieu de favoriser un débat de société légitime, selon les recommandations du Conseil famille et société de la Conférence des évêques de France, lequel reconnaît à l'homosexualité une "potentialité de fécondité sociale".* » Les deux signataires invitent à reconnaître au contraire l'évolution de la société tant dans les formes de vie commune, du mariage lui-même, que des conditions de naissance des enfants. Plus sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/01/08/un-mariage-pour-tous-une-eglise-pour-tous_1814078_3232.html



Bonne année 2013
Cerises

Cerises
publication de l'Association des communistes unitaires
- Noyau -
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

Séminaire



Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^{ème} siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée / théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux

luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout.

Nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun(E), résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence.

Lire la présentation complète du projet de séminaire sur le site: www.comunistesunitaires.net

Première séance

Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?

Samedi 2 février 2013 de 14 h à 18 h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
Métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

Cette séance inaugurale du séminaire aura pour but d'en défricher ensemble les attendus, la finalité. Défrichage provisoire, car il est entendu qu'il ne s'agira pas d'arrêter le 2 février un programme détaillé des séances, mais d'établir quelles problématisations pourront être au cœur de ce travail.

Dépasser le capitalisme et les grandes aliénations historiques, est-ce la bonne visée ? A quels problèmes incontournables les partisans de l'émancipation font-ils face aujourd'hui ? Quels sont les points d'appui, les aspirations et les contradictions, dans la société, qui contribuent déjà à éclairer l'avenir ? Avec quelle ambition, à quelles conditions, et comment, un travail sur le communisme peut-il être fécond et utile ?

Cette séance sera ouverte non par des "rapporteurs officiels", mais par des introductions de Laurent Lévy (auteur de Politique hors-champ, contribution à une critique communiste de la politique, éditions Kimé) et Nicole-Edith Thévenin (philosophe et psychanalyste, OMOS). Les participants sont invités à se préparer en amont de la séance.

Pour **préparer cette séance**, la rubrique "Ce que nous entendons par communisme" du site www.comunistesunitaires.net est régulièrement actualisée. Adressez vos contributions écrites à acu@plateformecitoyenne.net (préciser en objet : séminaire communisme).

Les séances seront enregistrées et filmées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Séances suivantes :
Samedi 30 mars 2013 sur la journée
Samedi 25 mai 2013 sur la journée

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site www.comunistesunitaires.net ou dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr